

Sommet de l'UPM

PROJET D'UNION POUR LA

Un regard



Dossier réalisé
par Mohamed Chafik Mesbah (*)

Il serait, sans doute, superfétatoire de s'attarder sur les caractéristiques physiques, humaines, économiques, culturelles et historiques de l'espace méditerranéen. La question est, largement, évoquée dans ce numéro spécial de la revue française *Politique de Défense nationale* mais elle fait l'objet, ailleurs, dans la multitude de travaux documentaires produits par d'éminents spécialistes, de développements bien plus circonstanciés. Ce qui doit requérir notre attention, au titre de la problématique qui nous interpelle, c'est de déterminer si l'espace méditerranéen par son ancrage historique, son champ civilisationnel et son potentiel économique présente un intérêt stratégique établi.

La thèse est récurrente, en effet, que le centre du monde se déplace, de plus en plus rapidement, vers ce «nouveau monde», avec son potentiel d'énergie et de croissance impressionnant, constitué par les pays asiatiques émergents dans le périmètre géographique que borde le Pacifique. Il en résulte la conclusion implicite que l'espace méditerranéen, au plan stratégique, est devenu obsolète.

La réalité n'est guère aussi simple. L'espace méditerranéen continue, nolens volens, de représenter un intérêt essentiel pour les relations internationales, lesquelles ne sauraient se réduire, tant s'en faut, à une guerre économique et commerciale ou à une guerre navale qui n'aura pas lieu. Malgré l'effondrement du bloc communiste et la fin de la guerre froide, l'espace méditerranéen continue de requérir l'attention du monde. Il constitue le lieu, par excellence, où se donne à lire la fracture entre le monde développé et le Tiers-Monde à travers un conflit de civilisation qui ne se résorbe pas et un antagonisme de sociétés caractérisé par la juxtaposition de la richesse ostentatoire dans la rive nord de la Méditerranée et l'extrême pauvreté qui sévit sur la rive sud. Nonobstant l'aspect strictement militaire, l'espace méditerranéen constitue bien un lieu de passage obligé pour l'essentiel de l'approvisionnement énergétique de l'Europe et alimentaire de la rive sud de la Méditerranée. Au surplus, sur un plan opérationnel, il ne cesse pas de constituer un théâtre d'opérations privilégié dans l'hypothèse, qui n'est pas improbable, où l'Otan serait en guerre avec l'Iran et son environnement proche.

La réflexion à engager autour de ce nouveau projet d'Union pour la Méditerranée doit, à cet égard,

sous peine d'occulter une part importante de la réalité, envisager les effets qui en résulteront pour les puissances traditionnelles, la Russie notamment, et les puissances émergentes, l'Inde et la Chine en Asie, tout particulièrement. Il est normal que cet espace présente un intérêt stratégique différent, selon qu'il s'agisse de la France, de l'Union Européenne ou des Etats-Unis. Pour la France, en effet, il représente, à l'évidence, une profondeur stratégique d'intérêt essentiel. Pour la France, l'intérêt diplomatique justifie la pertinence stratégique de l'espace méditerranéen, autant que la culture, le commerce, l'énergie et la sécurité. Ce n'est pas sans raison que les dirigeants historiques de ce pays ont, toujours, considéré que la stratégie de puissance française devait reposer, notamment, sur une politique arabe et méditerranéenne audacieuse et autonome. C'est, du moins, ce que le général de Gaulle pensait, lui qui a même considéré que libérer son pays du poids colonial, constituait une condition indispensable pour nouer des rapports d'ambition historique avec le monde arabe. L'Union européenne a pu considérer, une période donnée, que l'espace méditerranéen se réduisait à un marché commercial, à un gisement d'énergie et à une source de menace potentielle pour la stabilité du continent européen. L'Union européenne a bien fini par prendre conscience de la pertinence stratégique de ce lieu singulier de la mondialisation. Il est remarquable, le processus d'élargissement de l'Union européenne à l'Est achevé, que les dirigeants allemands focalisent leur attention sur ce «monde oublié». Cet intérêt semble procéder, moins comme le suggèrent les idées reçues, d'une volonté primaire de concurrencer la France dans un espace économique et commercial porteur, que d'un souci profond de garantir, alentour des frontières de l'Union européenne, un espace de stabilité, pour préserver la croissance à laquelle l'Allemagne réunifiée est parvenue. Les menaces provenant du Sud sont, apparemment, prises au sérieux et appréhendées, enfin, dans le sens d'une redistribution plus équitables des richesses économiques. L'intérêt porté par l'Allemagne au projet d'Union pour la Méditerranée semble si résolu que certains experts, s'appuyant sur le savoir-faire et la détermination germaniques, concluent que c'est cette implication, paradoxalement, qui en fait, désormais, un projet viable. S'agissant des Etats-Unis, c'est presque une tautologie que d'évoquer en quoi tient leur intérêt pour cet espace méditerranéen, énergie, sécurité et intérêts de puissance. Les Etats-Unis veulent contrôler, à travers l'espace méditerranéen, l'approvisionnement énergétique du monde, réduire, à la source, les causes potentielles de la violence, réguler l'évolution future de la région, en fonction de deux impératifs intimement liés à la politique de puissance américaine, l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et la normalisation des rapports d'Israël avec ses voisins arabes. La nature

différente de l'intérêt stratégique porté, par la France, l'Union européenne et les Etats-Unis, à l'espace méditerranéen conduit, naturellement, à l'adoption de politiques méditerranéennes différentes. La France souhaite, en réalité, renouer avec sa politique arabe et méditerranéenne traditionnelle qui fait d'elle un acteur essentiel dans l'espace considéré. Ce n'eût été les contraintes de fonctionnement solidaire de l'Union européenne et la présence physique incontournable des Etats-Unis dans le théâtre d'opérations projeté, la France aurait, volontiers, fondé le projet d'union méditerranéenne sur une relation privilégiée entre les seuls pays européens riverains de la Méditerranée, la France exerçant un leadership de fait, et ceux de la rive sud de la Méditerranée, avec pour partenaire stratégique, le Maghreb ou un pays déterminé du Maghreb, le Maroc ou l'Algérie. Cette vision qui se justifie par la référence à l'histoire est battue en brèche, cependant, par la diversité des espaces méditerranéens, à commencer par la Méditerranée orientale, prééminente dans les desseins stratégiques des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux. C'est, au demeurant, ce que nous pourrions appeler une «vision atlantiste» de l'Union méditerranéenne qui semble avoir prévalu à Bruxelles. Il est clair que le processus de Barcelone et même la Politique européenne de bon voisinage où il s'inscrit, constituent le pendant parfait du dialogue méditerranéen engagé par l'OTAN. L'ensemble des processus se recoupent dans un cercle commun où les intérêts américains sont préservés, en tout état de cause.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée, pour leur part, confrontés déjà à tous les processus euro-méditerranéens ou même atlantistes, c'est-à-dire américano-méditerranéens, n'ont pas pu, à ce jour, dégager une vision stratégique de leur avenir projeté à l'Europe tant soit peu homogène, cohérente et réaliste. Force est de constater, à cet égard, que la nature des systèmes politiques en place dans la plupart de ces pays de la rive sud de la Méditerranée sont des systèmes autoritaristes, et pour certains autoritaristes parce que rentiers. Ce mode de gouvernance aggrave les fractures internes dans des sociétés déjà fragilisées et compromet, forcément, la croissance et le développement économiques. Les archaïsmes hérités contribuent, en outre, à entretenir, sur la rive sud de la Méditerranée, des sources de tension latentes ou avérées et à pérenniser de nombreux conflits localisés qui rendent imperceptibles les axes de solidarité tant internes qu'externes.

Nous venons, implicitement, de définir, à partir de la rive sud de la Méditerranée, les obstacles potentiels à la réalisation de ce projet d'Union pour la Méditerranée. Comment surmonter des conflits localisés, d'intérêt stratégique fondamental pour certains, le conflit israélo-palestinien, et d'intérêt secondaire pour les autres, le conflit du Sahara occidental ? Comment lever les hypothèques qui

pèsent, d'emblée, sur la démarche méditerranéenne projetée alors que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne envenime les rapports intra-européens tandis que même la situation au Kosovo les mets à rude épreuve ? Comment concilier les impératifs de bonne gouvernance qui s'attachent aux objectifs de codéveloppement envisagés par le projet avec ce déficit démocratique avéré dans les pays de la rive sud de la Méditerranée ?

Il faut être naïfs pour imaginer que le projet d'Union pour la Méditerranée puisse, sans peine, venir à bout d'écueils, quasiment, insurmontables. L'expérience met en relief l'échec, plus ou moins prononcé, des tentatives déjà menées jusqu'à ce jour. Qu'il s'agisse du processus de Barcelone ou de la Politique européenne de voisinage, les objectifs visés en matière de dialogue politique, de développement économique et social, de régulation des flux migratoires, de promotion des échanges culturels ou même de sécurité, aucune réalisation majeure ne peut être inscrite au bilan de ces démarches mises en œuvre. Sur le plan politique ainsi que celui des échanges humains, l'échec est patent. C'est, à peine, si des résultats mitigés peuvent être portés au compte du dialogue des 5+5 et, de manière plus établie, de celui du dialogue méditerranéen engagé par l'Otan. Encore faut-il souligner que le dialogue des 5+5 autant que le Dialogue méditerranéen visent des objectifs d'intérêt concret se rapportant, essentiellement à la concertation en matière de politique sécuritaire avec échange d'informations et, en sus pour le second, l'organisation de manœuvres opérationnelles conjointes pour sécuriser la circulation maritime dans la Méditerranée.

Ce tableau qui ne pousse pas à l'optimisme indique la difficulté de la tâche, si tant est que l'Union européenne, à travers ce projet d'Union pour la Méditerranée inspiré par la France, aspire, vraiment, à relancer dans une démarche innovante, les processus actuellement en panne. Les nombreuses expertises réalisées pour évaluer les démarches euro-méditerranéennes ont mis en évidence la forte résistance des régimes de la rive sud de la Méditerranée qui refusent de payer le prix du codéveloppement, à travers la mise à niveau en matière de bonne gouvernance, c'est-à-dire la transparence dans la gestion des affaires de la cité et l'organisation démocratique de leur système institutionnel. Les partenaires européens ont beau jeu, alors, de manifester toute leur duplicité en invoquant cette résistance comme prétexte à leurs propres manquements à la politique de coopération mutuellement profitable qui était envisagée.

La question fondamentale qui s'impose au niveau actuel de maturation du projet d'Union pour la Méditerranée porte, justement, sur les intentions réelles de l'Union européenne. S'agit-il, pour l'Union européenne, de prospecter de nouvelles pistes qui garantissent, véritablement, le codéveloppement de manière à prévenir le choc frontal qui va résulter, fatalement, de cette

fracture grandissante entre sociétés développées de la rive nord de la Méditerranée et sociétés précaires de la rive sud de la Méditerranée ? S'agit-il, pour l'Union européenne, d'anticiper l'écart effroyable qui va séparer les niveaux de croissance et les conditions de vie entre les deux rives de la Méditerranée au moment où les courbes démographiques projettent, à échéance moyenne, l'émergence, côté sud, d'une population impressionnante par le nombre et par l'âge ? S'agit-il, pour l'Union européenne, de créer sur la rive sud de la Méditerranée de la croissance et du développement pour fixer, dans des conditions décentes, les populations qui, autrement, déferleraient sur la rive nord de la Méditerranée ? S'agit-il, pour l'Union européenne, seulement de disposer d'Etats vassaux sur la rive sud de la Méditerranée qui seraient de véritables auxiliaires de police ayant pour charge la protection des sources d'approvisionnement en énergie, l'entretien, à disposition, d'un marché captif pour les produits finis européens et la garde, sur leur territoire, de populations, potentiellement, candidates à l'émigration ?

Récusons, tout de suite, cette dernière hypothèse qui rendrait l'exercice inutile. Il est vrai que l'Union européenne adopte, souvent, une forme de cécité face au potentiel de perturbation que recèle la situation dans la rive sud de la Méditerranée. Mais, accordons aux concepteurs de ce nouveau projet d'Union pour la Méditerranée, le bénéfice de la bonne foi. Nous allons retenir l'hypothèse où l'Union européenne, imprégnée du danger que représentent les antagonismes entre les deux mondes, sociétés européennes développées et sociétés méditerranéennes précaires, visent à promouvoir un espace de développement plus harmonieux et plus équitable. Quelles seraient, alors, les précautions à envisager pour éviter de succomber aux mêmes erreurs que celles commises lors des tentatives précédentes ?

Quelques principes de bon sens devraient, en tout état de cause, guider la démarche. Sur le plan de l'architecture institutionnelle, le principe de la cogestion semble avoir déjà été retenu. Il est indispensable que cette cogestion soit réelle, non point virtuelle.

Le projet ne peut réussir que si les partenaires de la rive Sud de la Méditerranée adhèrent à la démarche, non pas comme des assistés, mais comme des partenaires à part entière. Il s'agit de questions organisationnelles au second niveau, seulement. Il faut, d'abord, que les pays de la rive sud fassent, sur eux-mêmes, la mutation qui leur permette de se hisser au rang d'acteurs de l'histoire pas d'objets. L'efficacité du projet tient aussi au rejet de la gestion bureaucratique. A l'évidence, la mise en place de structures opérationnelles allégées, réparties à parité entre pays de la rive sud et de la rive nord de la Méditerranée mais impliquant, nécessairement, les sociétés civiles dans toute la diversité de leurs filiations politiques, est une disposition de raison.

MÉDITERRANÉE, UTOPIE OU RÉALITÉ ?

algérien

S'agissant des objectifs de l'Union pour la Méditerranée, il serait présomptueux de viser, d'emblée, des objectifs politiques majeurs. Le conflit israélo-palestinien ne sera pas réglé dans le cadre de cette démarche et il est illusoire pour l'Etat d'Israël de penser qu'il pourra s'imposer par effraction dans l'espace méditerranéen. La normalisation des rapports des pays arabes avec Israël suppose, au préalable, un accord équitable avec le peuple palestinien. Or, Israël, pour le moment, a plus peur de la paix que de la guerre. De même croire que l'Europe ou les Etats-Unis pourront se substituer aux instances nationales au Maghreb pour décider du dénouement du conflit du Sahara occidental relève de l'infantilisme. C'est à l'échelle maghrébine, entre Maghrébins, que le conflit doit se dénouer même si ce sera en application des résolutions onusiennes. Il nous faut avoir le courage d'assumer cette évidence.

Ceci étant, la formule «l'Union pour la Méditerranée est une union de projets» peut paraître situer l'objectif à un niveau subalterne. Le père fondateur de l'Union européenne, Jean Monnet, a bien commencé par des petits pas qui, se suivant les uns les autres, ont fini par dégager une piste, puis une politique.

Quels sont les axes d'effort essentiels sur lesquels pourrait s'articuler la démarche initiale de ce projet euro-méditerranéen ? Pour l'heure ce sont des projets d'intérêt futile, du moins pour les pays de la rive sud de la Méditerranée, qui semblent avoir été retenus là où il aurait fallu évoquer de vrais «chantiers communs», comme l'énergie (étant entendu que la contrepartie de l'approvisionnement de l'Union européenne ce serait des investissements directs au sud de la Méditerranée au profit de projets créateurs d'emploi, comme le savoir (avec la délocalisation d'universités performantes vers le Sud et l'accès franc des élites du sud de la Méditerranée au niveau du savoir européen), comme l'agriculture (avec la mise à niveau des agricultures des pays de la rive sud de la

Méditerranée et le développement de productions complémentaires à celles des agricultures européennes), comme l'eau (par le développement des capacités d'emménagement et l'amélioration des conditions d'utilisation), comme l'environnement (à travers, tout particulièrement, la réalisation du projet de dépollution de la Méditerranée déjà identifié au titre du processus de Barcelone). Cette constellation de chantiers exige un édifice pour le soutien logistique, notamment, une banque méditerranéenne, destinée à financer la mise en place d'un véritable réseau de petites et moyennes entreprises qui serait créé pour promouvoir toutes les activités de développement économique et de production du savoir se rattachant au projet de l'Union pour la Méditerranée.

La possibilité de réussite de ce projet existe. Il faudrait, pour cela, prospecter, plus sérieusement, de nouvelles formes de coopération entre pays développés et pays en sous-développement. Tout est affaire de conditions objectives mais aussi subjectives. Les opportunités physiques et les moyens financiers et matériels sont nécessaires mais insuffisants en l'absence d'une volonté politique puissante, fondée sur une ambition historique, qui permet de transcender, au besoin, les obstacles de parcours. Il faut rendre grâce, à cet égard, au président de la République française dont la propension à l'action est connue puisque c'est lui qui a permis au processus méditerranéen, presque en déroute, de sortir de sa torpeur. C'est, pour l'heure, le seul vrai point positif à inscrire, réellement, à l'actif de la France.

Hasardons-nous, cependant, à émettre quelques propositions méthodologiques que pourraient examiner les nombreux centres de réflexion qui s'intéressent, désormais, à ce projet, au-delà même des strictes problématiques méditerranéennes. Dès lors que l'intérêt stratégique de la Méditerranée est, de nouveau, reconnu par les partenaires occidentaux, pourquoi ne pas donner au projet adopté le temps d'une plus grande maturation, celle-ci n'ayant pu, de toute

évidence, se dérouler, normalement, au cours de cette première phase de lancement?

Effacer les traces de la précipitation avec, sous le sceau de l'urgence, le manque de consultation parfait avec toutes les parties concernées, c'est l'occasion de mettre en selle, loin des cénacles bureaucratiques de l'Union européenne, un «comité des sages», composé à parité entre les deux rives de la Méditerranée mais animé, principalement, par des personnalités éminentes de la société civile, une première mesure de bon sens adaptée aux attentes de la rive sud de la Méditerranée.

Pour bien marquer, d'ailleurs, que les vertus démocratiques sont au cœur de cette démarche méditerranéenne, pourquoi ne pas confier aussi la présidence de ce comité des sages à l'ancien président mauritanien Ould Mohamed Elly Vall, ce militaire qui a contribué à restaurer la démocratie dans son pays ? Il est tout aussi souhaitable d'accélérer, parallèlement, la mise en place du Collège d'études stratégiques méditerranéen envisagé dans le cadre du dialogue des 5+5. Il y aurait, naturellement, un échange permanent entre ce collège, ce comité des sages et les instances gouvernementales en charge du projet d'Union pour la Méditerranée afin que celui-ci soit doté de substance et prenne corps de la manière la plus rationnelle.

Avant même qu'il ne prenne son envol, le projet d'Union pour la Méditerranée a permis, cependant, de tirer quelques enseignements essentiels qui doivent être présents à l'esprit pour chaque étape dans la progression de la démarche engagée. Le premier enseignement se rapporte à la prééminence du principe d'action collective au sein de l'Union européenne, puisque la France rappelée à l'ordre s'est vu signifier l'obligation de privilégier la solidarité européenne en renonçant à toute velléité d'autonomie dans la formulation de sa politique extérieure. Le deuxième enseignement se rapporte à la nécessité pour les pays européens, chaque fois qu'ils sont tenus de concilier, leurs intérêts spécifiques, ce concéder de

leur souveraineté. Le troisième enseignement se rapporte, enfin, à la prépondérance de l'influence américaine dans les relations internationales, y compris dans l'espace méditerranéen. Les Etats-Unis ne s'opposent pas au projet d'Union pour la Méditerranée tant qu'il n'est pas en contradiction avec leurs intérêts de puissance : le contrôle militaire de la mer Méditerranée qu'ils assurent en propre grâce à la VI^e flotte, la poursuite du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne qu'ils finiront par imposer et, enfin, la normalisation des rapports d'Israël avec ses voisins arabes, notamment méditerranéens, qu'ils s'attellent à promouvoir. En filigrane, se dessine ce qui constituera un drame cornélien pour les Français qui se nourrissent, encore de gaullisme, car ils seront confrontés, fatalement, à l'obligation de se déterminer par rapport à l'infléchissement atlantiste de la politique étrangère et de défenses française.

Il reste, alors, à définir les conditions minimales de concertation entre les pays de la rive sud de la Méditerranée s'ils veulent s'engager, en position de force, dans un processus qui va déterminer, en partie, leur destin. La condition sine qua non de la réussite du projet envisagé tient à l'adhésion des populations qui ne peut procéder que par l'engagement des sociétés civiles et des élites nationales. Si l'Union européenne continue de manifester la même duplicité qu'auparavant face aux carences en matière de bonne gouvernance et au déficit démocratique dans les Etats de la rive sud de la Méditerranée, le projet est, par avance, voué à l'échec.

L'Union européenne, autant que les gouvernements des pays de la rive sud de la Méditerranée, doivent comprendre que la mondialisation en cours rend dérisoire la volonté de réprimer ou d'étouffer les aspirations populaires à la justice, au progrès et au savoir. Le projet d'Union pour la Méditerranée ne fait sens que si tous les partenaires admettent que les valeurs démocratiques sont un patrimoine universel, non un butin de guerre de l'Occident.

C'est à ce prix que l'espace méditerranéen pourra devenir un espace de prospérité commune.

Dans l'immédiat, il est indispensable de procéder à mobilisation des compétences nationales pour réfléchir, de manière plus attentive, au projet d'Union pour la Méditerranée afin de déterminer en quoi il peut contribuer à favoriser l'essor des pays de la rive Sud de la Méditerranée, séparément et solidairement. La règle vaut, encore plus, pour l'Algérie et le Maghreb. Si cet effort d'anticipation stratégique n'est pas effectué, il y a fort à parier que l'Algérie, devra, inévitablement, mettre le pied à l'étrier sans avoir eu le temps de bien identifier son intérêt national. La politique de la chaise vide est peu recommandable, la politique du suivisme encore moins. Aucune formule ne résume mieux la nécessité de porter son avenir en tête que celle que nous a légué Sénèque : «Il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va.»

Sous réserve que soient levées les hypothèques évoquées au titre de cette contribution, notamment la garantie de l'implication sur un pied d'égalité des Etats de la rive sud de la Méditerranée ainsi que l'adhésion volontaire des populations à travers l'engagement des sociétés civiles et des élites nationales, il est permis d'émettre le vœu que le projet d'Union pour la Méditerranée cesse d'être une utopie pour devenir réalité. Il appartient au génie de l'homme de prouver que ces mythes fondateurs sont à portée de mains.

Alger le 12 juillet 2008

(*) Docteur d'Etat en sciences politiques et diplômé du Royal College of Defence Studies de Londres, Mohamed Chafik Mesbah est un ancien officier de l'Armée nationale populaire. Il se consacre, actuellement, à des activités de recherche académique. Cet article est repris d'une contribution initiale publiée dans un numéro spécial de la revue française *Politique de Défense nationale* en mai 2008.

UN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

«Renforcer la stabilité, la sécurité et le développement de la région»

A la faveur d'une vidéo-conférence organisée, tout récemment, par l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger, vous venez de déclarer que le projet «Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée» n'avait pas vocation à entrer en conflit avec les intérêts américains.

Peut-on considérer que cela constitue, en soi, une position officielle américaine à propos de ce projet ?

Oui. Nous avons déjà dit, aussi bien officiellement qu'officieusement, que nous soutenions les objectifs du Processus de Barcelone, à savoir : renforcer la stabilité, la sécurité et le développement à travers la région méditerranéenne.

De manière plus concrète, trois questions essentielles devraient concerner les Etats-Unis dans la matri-

ce de ce projet. La normalisation des relations d'Israël avec les pays arabes, le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et, enfin, la préservation des intérêts vitaux de la puissance américaine en Méditerranée. Sur ces trois points essentiels, le projet euro-méditerranéen coïncide avec les intérêts américains ou plutôt s'oppose à eux ?

Nous sommes en faveur de la normalisation des relations entre Israël et le monde arabe et de l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne.

Maintenant, est-ce que les efforts que l'UE investit dans le projet euro-méditerranéen vont servir ces fins ? Cela dépendra de la manière spécifique avec laquelle ses programmes sont appliqués. Comme nous l'avons souligné plus haut, nos intérêts vitaux dans la Méditerranée incluent,

prioritairement, le renforcement de la stabilité de la région, sa sécurité et son développement. Le projet euro-méditerranéen coïncide sûrement avec ces intérêts.

Le dialogue méditerranéen engagé par l'OTAN avec un certain nombre de pays méditerranéens, dont l'Algérie, est-il complémentaire du projet «Union pour la Méditerranée» ?

Le dialogue méditerranéen engagé par l'OTAN et le Processus de Barcelone parrainé par l'UE partagent un certain de nombre d'objectifs, mais il s'agit de programmes totalement distincts. Nous sommes directement engagés dans le premier et nous soutenons, seulement verbalement, le second.